

La responsabilité pécuniaire du dirigeant d'entreprise

Page 3

DOSSIERS ET REPERES

Les enjeux du tourisme

Page 4

Potentiel

"Ne vous demandez pas ce que votre pays peut faire pour vous, mais demandez vous ce que vous pouvez faire pour votre pays"

(John Fitzgerald Kennedy)

Agenda des affaires

N°0028 du jeudi 20 novembre 2014

5 000 exemplaires

JOURNAL DE PROMOTION ECONOMIQUE, SOCIALE ET COMMERCIALE

500 F CFA

LES DÉFIS DE L'EMERGENCE

Libreville, commune urbaine ou simple municipalité ?

EDITORIAL



La notion de gestion des ressources humaines s'est progressivement substituée au terme "d'administration du personnel". Il s'agit d'un glissement sémantique qui marque aujourd'hui une profonde transformation de la raison d'être de la fonction. D'une simple gestion administrative et juridique du personnel (recrutement, paie, contrats de travail, maintien de la paix sociale en entreprise...), la fonction RH contribue désormais à la stratégie d'entreprise en développant son capital humain (c'est-à-dire l'ensemble des activités des collaborateurs de l'entreprise, recrutement, formation, gestion des carrières et mobilité, rémunération, évaluation des performances, gestion des compétences, gestion des hauts potentiels et gestion internationale des ressources humaines)

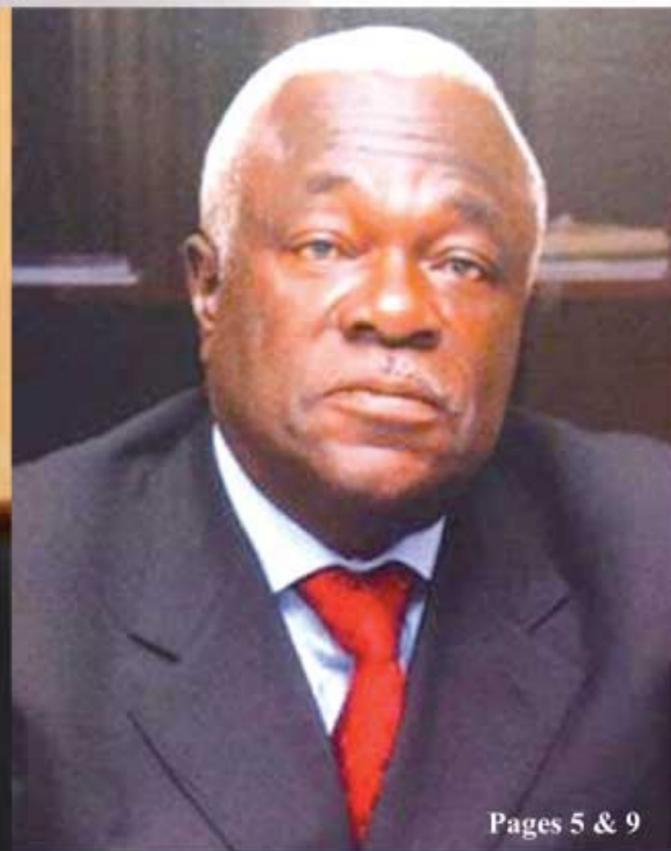
"Les ressources humaines participent d'autant plus à créer un avantage concurrentiel durable qu'elles sont rares, porteuses de valeur ajoutée, non substituables et difficilement imitables" selon Thierry PICK, professeur à l'Ecole de Management de Lyon. Dans cette perspective stratégique, les missions de la fonction RH consistent aujourd'hui à attirer et fidéliser les talents, développer les potentiels et les compétences clés, soutenir l'intelligence collective et le transfert des savoirs, s'assurer des conditions de la performance humaine et organisationnelle et contribuer, *in fine*, aux résultats de l'entreprise.

GESTION DES RESSOURCES HUMAINES ET DIVERSITÉ

Ainsi, fort de cet argumentaire, nous pouvons nous avancer en affirmant que la gestion des ressources humaines dans son élan stratégique est appelée à faire face au défi de la diversité, car reconnaître et accepter les différences ne relèvent pas d'une démarche naturelle. L'histoire de l'humanité en général, et celle de l'entreprise en particulier montre jusqu'ici, que des communautés marquées par des différences culturelles, religieuses ou éthiques, amenées à se côtoyer ont plutôt manifesté des comportements conflictuels, privilégiant la domination sur la recherche des moyens pour vivre en harmonie, la tolérance à la diversité constituant donc le grand défi historique de l'espèce humaine. Comme dans toute organisation, "de nombreuses sources de diversité se côtoient au quotidien dans l'entreprise. Et l'alchimie des rencontres engendre des opportunités et des risques pour l'action collective en fonction des comportements qui en découlent : synergie et coopération ou, au contraire, incompréhension et conflits".

En fait, dans nos entreprises, la question de la gestion de la diversité devrait être abordée sous l'angle privilégié de la lutte contre les discriminations et de la mise en place de systèmes de traitement équitable des collaborateurs. Et dans tous les cas, il faudra préciser que le problème de gestion de la diversité se pose même de façon bien plus large et dépasse les seuls aspects de GRH équitable, en s'inscrivant à la fois dans l'objectif de compétitivité économique et de développement social durable au sein de l'entreprise au point où les actions de GRH devraient valoriser la diversité et en faire un avantage concurrentiel.

Constant Oyono Ebang Obame



Pages 5 & 9

Les dirigeants actuels de la commune de Libreville ont-ils la baraka suffisante pour donner à la capitale gabonaise les allures d'une ville véritablement moderne?

Dans ce numéro :

SOCIETE Page 2



Election du bureau de la Junior entreprise de l'IHEM

SPORT Page 2



CAN 2015 : les Panthères font un bond remarquable

FOCUS Pages 6 & 7



L'IHEM, Ecole supérieure de référence au Gabon

POTENTIEL

HEURES D'OUVERTURE :

Matinée : 8h 00 - 13h 00 / Après midi : 14h 00 - 17h 00 Fermeture de dépôt des annonces le mardi après-midi auprès du service commercial sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon. Tél. : 04 41 83 49

ACTUALITE

SOCIETE

Election du bureau de la junior entreprise de l'IHEM

Le campus C de l'Institut des Hautes Etudes de Management IHEM a servi de cadre à l'installation du bureau de la junior entreprise samedi dernier.

logue samedi 15 novembre dernier au campus C dudit établissement avec la proclamation des résultats finaux en présence des membres de l'administration, du corps professoral et de plusieurs



Le nouveau président (à droite) serrant la main de son prédécesseur (à gauche).

La campagne en vue de l'élection du bureau de la junior entreprise de l'Institut des Hautes Etudes de Management a connu son épi-

centaines d'étudiants. Pendant près d'une semaine, les deux groupes en lice (Renaissance et M.E.R) ont tenté de séduire leur



Une vue des étudiants qui ont pris part à cette manifestation

électorat composé d'étudiants du parcours de licence professionnelle et ceux de master en leur présentant des projets liés pour la plupart à leur épanouissement et à leur insertion professionnelle. Au finish, c'est le groupe Renaissance qui a remporté l'élection avec 475 voix contre 248 pour le groupe M.E.R. Dès l'annonce des résultats par le membre de l'administration commis à cette tâche, des cris de joie et des clameurs des vainqueurs ont transformé l'enceinte de l'établissement en un véritable chaudron et l'effervescence était à son paroxysme.

Après ces moments d'intense émotion, Marcelin

Obiang, président du groupe vainqueur de l'élection a remercié l'ensemble des étudiants pour la confiance qu'ils ont placée en lui et s'est engagé de façon solennelle à hisser encore plus haut les couleurs de l'Institut des Hautes Etudes de Management. Il a par ailleurs félicité ses prédécesseurs pour le dévouement avec lequel ils ont servi pendant leur mandat. Dans son propos le président du bureau sortant Andy Eyeng a félicité les vainqueurs avant de rappeler qu'il se tient prêt à soutenir l'action du groupe élu dans la mesure où ses actions visent à rehausser l'image de l'institut.

Steve MOUNGUENGUI

Les divers

ETONNANT SUICIDE AU PK7



Un homme d'une trentaine d'année a été trouvé mort par pendaison au pk7 la semaine dernière. La découverte macabre a été faite par un riverain aux environs de sept heures du matin. Le voisinage alerté a pris d'assaut les lieux pour contempler le spectacle désolant du corps du jeune homme suspendu à une corde solidement attachée à la branche d'un arbre. Les circonstances qui ont conduit à la mort sont jusqu'alors inconnues. L'affaire serait à ce jour entre les mains des autorités compétentes en vue de déterminer les causes de cette mort.

UN CHIEN ERRANT MORD UNE FILLETTE



Une fillette de neuf ans a été récemment mordue par un chien à Akournam 2 dans la commune d'Owendo. Selon les témoignages concordants, la petite Sandrine M. jouait devant la cour de sa maison quand tout à coup, un chien errant a surgit de nulle part et l'a grièvement mordue au mollet. Après cette agression, le molosse a pu être repoussé par un autre habitant du quartier. La fillette visiblement choquée a été conduite dans un hôpital de la place et serait hors de danger. Ce nouvel incident relance la problématique des chiens errants à Libreville et dans sa périphérie.

Georgie M.

Le saviez-vous?

- 7 : C'est le nombre d'accidents de circulation en moyenne enregistré à Libreville en jour ordinaire ;
- 23000 : C'est le nombre d'accidents de la route enregistré au Gabon ces cinq dernières années ;
- 7000 : C'est le nombre de décès enregistré depuis près de cinq ans des suites d'un accident ;
- 11000 : C'est le nombre de blessés des suites d'accidents de circulation au Gabon.

La rédaction

SPORT

CAN 2015 : les Panthères font un bond remarquable

En match retour comptant pour la cinquième journée des éliminatoires de la CAN 2015 qui aura lieu en Guinée Equatoriale, les panthères du Gabon se sont qualifiées en allant contraindre au nul les Palancas Negras d'Angola au stade 11 novembre de Luanda.

C'est fait, les panthères du Gabon prendront part à la prochaine édition de la coupe d'Afrique des nations qui aura lieu en terre équatorienne. Pour y parvenir l'équipe du technicien lusitanien Jorge Costa privée de plusieurs de ses cadres dont le capitaine Pierre Emerick Aubameyang, se devait de ramener au moins un point de Luanda où les attendait une équipe angolaise déterminée à jouer ses cartes jusqu'au bout. Au terme de la rencontre les deux formations se sont séparées sur le score de zéro but partout synonyme de qualification

pour les panthères. Après 1994, 1996, 2000, 2010 et 2012 le Gabon disputera donc sa sixième Coupe d'Afrique des Nations. En développant un football séduisant les panthères du Gabon ont surpris plusieurs inconditionnels du ballon rond surtout qu'en plus de produire du beau jeu, cette formation n'a perdu aucun de ses matches et n'a concédé que peu de buts durant toute la phase des éliminatoires et s'est montrée performante dans plusieurs secteurs de jeu tel que milieu de terrain où l'équipe s'est bien adaptée au 4-3-3 proposé par le sélectionneur national. La défense centrale des panthères a également été un motif de satisfaction pendant cette campagne des éliminatoires pour de nombreux observateurs du football gabonais. En effet, les deux paires (Ecuélé Mangamusavu-King et Henri Ndong-Oto'o Zué) que nous a proposé le sélectionneur ont donné satisfaction puisqu'elles ont su repousser

avec autorité les velléités des équipes adverses.



Les panthères vont participer à leur sixième Coupe d'Afrique

L'attaque quant à elle a donné plusieurs certitudes avec un trio Bulot- Aubameyang-Evoua qui a donné du fil à retordre aux équipes adverses. Il revient désormais aux gestionnaires du football gabonais de tout mettre en œuvre pour que cette équipe dont le talent et la valeur intrinsèque est incontestable porte haut les couleurs nationales à l'instar de la génération de 1996 coacher par Alain Da Costa qui qualifia le Gabon pour le premier quart de finale de son histoire avec des joueurs tels que Guy Nzenge, Brice

Makaya, Etienne Kassa Ngoma, Jonas Ogandaga, François Amegas, Pierre Aubame, Guy-Roger Nzamba qui avaient fait vibrer le pays tout entier. Plus près de nous, la génération de Daniel Cousin avait réédité cet exploit en sortant de la compétition au stade des quarts de finale. Aubameyang, le nouveau leader et principal fer de lance de cette équipe a désormais la lourde charge de faire sauter le verrou et de briser la malédiction des quarts de finale qui a souvent empêché le Gabon de franchir le cap supérieur. Notons que cette CAN que va organiser la république de la Guinée Equatoriale sera la deuxième de son histoire après celle Co-organisé avec le Gabon. Cette Can permettra sans aucun doute à ce pays de la zone CEMAC de mieux se valoriser à l'international et de mettre au profit de l'Afrique tout entière sa capacité à organiser les grands événements sportifs.

Steve MOUNGUENGUI

GESTION D'ENTREPRISE

La responsabilité pécuniaire du dirigeant d'entreprise

Dans le cadre de notre article "la gestion des risques d'entreprise" que nous abordons depuis trois parutions avec la définition générale du thème et "le risque juridique du dirigeant d'entreprise", nous parlerons aujourd'hui de "la responsabilité pécuniaire du dirigeant d'entreprise" soumis à plusieurs régimes de responsabilité civile. Minimum d'informations nécessaires à la bonne conduite des affaires.

LA RESPONSABILITE CIVILE DE L'EMPLOYEUR

Le principe général en droit civil prévoit que sont responsables : "Les maîtres et commettants du dommage causé par leurs domestiques et préposés dans les fonctions auxquelles ils les ont employés. Cette indication demeure le fondement de la responsabilité civile des employeurs. Cette responsabilité ne peut être écartée que si l'employeur prouve que l'employé a agi hors de sa mission, hors de l'intérêt de l'entreprise et sans autorisation, éléments cumulatifs. Il en ressort que l'employeur sera civilement, donc pécuniairement responsable de la réparation des dommages causés par ses employés.

Cependant, l'obligation d'assurance de la responsabilité civile des chefs d'entreprise limite strictement la gravité de cet aspect du problème. Dans la plupart des cas, il ne s'agira que d'une question de déclaration des sinistres à l'assureur. Cette couverture générale a notablement réduit la perception que les dirigeants peuvent avoir du risque.

LA RESPONSABILITE PECUNIAIRE VIS-A-VIS DE LA SOCIETE ET DES ASSOCIES

L'un des éléments qui se dégage de notre propos est que la responsabilité pécuniaire personnelle d'un dirigeant peut être mise en cause dans un certain nombre de cas. L'article L.225-251 du Code français du commerce stipule : "les administrateurs et le Directeur général sont responsables, individuellement ou solidairement selon le cas, envers la société et envers les tiers, soit des infractions aux dispositions législatives ou réglementaires applicables aux sociétés anonymes, soit des violations des statuts, soit des fautes commises

dans leur gestion". Cet aspect ainsi que d'autres sont le fondement de l'action sociale, action en justice faite au nom de la société pour indemniser celle-ci des conséquences dommageables des actes du dirigeant. La même responsabilité pèse sur les gérants de la S.A.R.L et se retrouve en d'autres situations.

Il est important de noter qu'en ce qui concerne le Conseil de surveillance, il est admis que "ses membres sont responsables des fautes personnelles commises dans l'exécution de leur mandat. Ils n'encourent aucune responsabilité en raison des actes de gestion et de leur résultat. Ils peuvent être déclarés civilement responsables des délits commis par les membres du directoire si, en ayant eu connaissance, ils ne les ont pas révélés à l'assemblée générale." Il faut noter que la responsabilité des administrateurs



Dans la vie d'une entreprise, la responsabilité pécuniaire des dirigeants est pleinement engagée.

est beaucoup plus importante que celle des membres du Conseil de surveillance alors que leurs pouvoirs sont sensiblement les mêmes. La question du choix de la forme sociale est donc fondamentale.

Cette action sociale peut être engagée par la société contre ses dirigeants et ce sera souvent le cas lors de changement d'organes ou de prises de contrôle. Mais elle peut également être engagée par un actionnaire agissant *ut singuli* au nom et pour le compte de la société. Aucune disposition statutaire ne peut restreindre ce droit à agir de chaque actionnaire.

LA RESPONSABILITE EN CAS DE DEFAILLANCE DE L'ENTREPRISE

Lorsqu'une procédure collective, mise en redressement judiciaire ou mise en liquidation judiciaire est ouverte à l'encontre d'une personne morale de droit privé ayant une activité économique, c'est-à-dire une so-

ciété civile ou commerciale, un groupement ou une association, diverses procédures peuvent mettre en jeu la responsabilité personnelle des dirigeants de la personne morale.

Le premier cas de mise en jeu se trouvera dans ce qui est couramment appelé "l'action en comblement de passif" qui est, en droit, une action en comblement d'insuffisance d'actif. Et le droit français du commerce stipule : "lorsque le redressement judiciaire ou la liquidation judiciaire d'une personne morale fait apparaître une insuffisance d'actif, le tribunal peut, en cas de faute de gestion ayant contribué à cette insuffisance d'actif, décider que les dettes de la personne morale seront supportées, par tous les dirigeants de droit ou de fait, rémunérés ou non, ou par certains d'entre eux."

La question de la définition du dirigeant de droit est fondamentale car, la jurisprudence du droit des entreprises en général souligne que les membres des organes de surveillance n'ont pas la qualité de dirigeant de droit. Cette précision permet d'exclure du champ d'analyse, les membres des conseils de surveillance et rejoint les distinctions faites ci-dessus. On peut aussi se poser la question de la séparation des fonctions de président et de directeur général et du maintien du Directeur général hors du Conseil d'administration pour tenter de donner à celui-ci le simple caractère d'organe de surveillance.

Il n'en reste pas moins, selon François Lenglant, professeur au Groupe HEC France, qu'il faut considérer le fait que les dirigeants de droit ou de fait de toute société peuvent être déclarés responsables de façon illimitée des dettes sociales sur l'ensemble de leurs biens propres alors que les commerçants personnes physiques peuvent protéger une partie de leur patrimoine affectée à la vie privée.

D'autres sanctions sont aussi possibles en cas d'insuffisance d'actif dans une procédure collective, qu'il s'agisse de la faillite personnelle, de l'interdiction de gérer ou de l'extension du redressement judiciaire. On trouvera aussi en droit pénal des affaires, le délit de banqueroute.

Dans notre prochaine parution, nous aborderons avec vous, "la responsabilité pénale du dirigeant d'entreprise".

Constant Oyono Ebang Obame

Potentiel brèves

DETTE INTERIEURE : DES LENDEMAINS MEILLEURS.



Suite à l'audit des finances publiques, l'Etat réaffirme sa volonté d'apurer la dette intérieure. On apprend ainsi que depuis le début de l'année, 385,7 milliards de francs ont été décaissés et une nouvelle tranche sera versée d'ici à fin 2014, assortie d'une convention de rachat par les banques. Seulement, l'Etat souhaite désormais que ne soit payée que la bonne dépense. Les opérateurs privés, quant-à-eux, veulent que soient évités les impayés.

CAN 2015 : LES PANTHERES A LA MANOEUVRE



Les panthères du Gabon se sont qualifiées pour leur sixième phase finale de Coupe d'Afrique des nations qui aura lieu en Guinée Equatoriale en 2015. Après 1994, 1996, 2000, 2010 et 2012, l'équipe nationale du Gabon qui a surpris de nombreux inconditionnels du ballon rond par la qualité de son jeu et de ses joueurs tentera d'aller un peu plus loin dans cette compétition avec certainement l'objectif de briser la malédiction des quarts de finale qui l'a souvent empêché de franchir le cap supérieur.

FOIRE AGRICOLE DE LIBREVILLE



L'édition 2014 de la foire agricole s'est tenue à Libreville le 2 novembre dernier. C'était l'occasion pour les exposants de faire la promotion des produits agricoles gabonais et de montrer à l'ensemble de la population qu'il faut compter avec l'agriculture surtout dans l'optique de la diversification de notre économie et l'autosuffisance alimentaire car la contribution de l'agriculture est encore très faible dans le produit intérieur brut gabonais.

CONGRÈS MONDIAL DES PARCS 2014 EN AUSTRALIE



Le Gabon va-t-il réellement devenir «La Mecque de la nature» qu'appelaient Omar Bongo Ondimba de tous ses vœux en 2002 ? Simples effets d'annonce, surenchère et spectacle ou s'engage-t-on dans une voie sans issue qui rendrait impossible la jouissance des bénéfices de l'exploitation des ressources naturelles renouvelables ?

Dimitri AMVENE

DOSSIERS ET REPERES

Les enjeux du tourisme

De par sa situation géographique, ses atouts naturels, sa diversité culturelle et linguistique, la Gabon représente une destination touristique intéressante. Mais, pendant qu'un grand nombre de pays s'intéresse à ce secteur, notre pays le Gabon semble depuis des années le reléguer au niveau inférieur en ce qui concerne ses priorités de développement et d'investissements. La preuve, il n'existe aucune école de l'Etat qui forme dans ce domaine. Les quelques établissements privés reconnus qui ont cette filière de formation éprouvent de grandes difficultés pour ouvrir les niveaux de licence et master.

Mais, de nombreux pays ont compris l'importance d'exploiter tout potentiel de croissance dont ils sont dotés. C'est ainsi, que le tourisme occupe une place de choix pour beaucoup de ces pays, y compris dans les plus développés. L'apport de ce secteur à la croissance la plus rapide, représente une source de revenus et de devises appréciables mais également de grand gisement d'emplois potentiels.

Ainsi, à l'heure où les réflexions sur l'après pétrole sont d'actualité, à l'heure où l'on évoque la question de la diversification de notre économie, à l'heure où les problèmes économiques et sociaux tels que le chômage des jeunes frappent violemment aux portes du Gabon, à l'heure où il existe un matra-

cage abondant de discours politiques arides de sens, et l'impatience du peuple se faisant ressentir, il semble que le secteur tourisme soit une chance de développement rapide et efficace contre toutes ces inquiétudes qui

se vivent chez tous les gabonais comme une douleur atroce. Pour exploiter les opportunités de ce secteur, des puissances économiques comme les USA, la France, n'ont pas hésité à investir massivement dans le développement des activités touristiques. Et plusieurs pays d'Afrique comme le MAROC et la TUNISIE ont copié ce modèle stratégique de développement.



le tourisme, un secteur porteur d'espoir dans notre pays. Une vue aérienne du parc Loango.

En réalité, le retard que connaît le Gabon en matière de dévelop-

peuvent du secteur tourisme, est dû à plusieurs facteurs. L'irresponsabilité de l'Etat à ne pas véritablement investir dans les secteurs prometteurs et dynamiques. Et les quelques structures privées exerçant dans le

du territoire national qui constitue un héritage parlant que notre Pays offre à l'humanité tout entière). Les paysages attrayants, des sites naturels plaisants comme canyon, les plateaux Téké, les plages de Mayumba sont effectivement, des moyens de valoriser le tourisme et l'écotourisme au Gabon.

En définitive, l'intérêt que revêt le tourisme aujourd'hui doit se comprendre par rapport au phénomène de la mondialisation des échanges, d'une part, et

d'autre part, dans son caractère transversal (association de sous secteurs : transport, construction des routes et infrastructures, aménagement du territoire, agroalimentaire, environnement, loisirs, développement culturel...).

On a longtemps pensé que la mondialisation ne profitait qu'aux pays développés, mais en réalité la formule exacte, c'est qu'elle est un facteur déterminant pour les pays qui ont un potentiel culturel et naturel à vendre. Par ailleurs, depuis Le Feu président Léon MBA, jusqu'à présent les gouvernants ont-ils mis en place des politiques culturelles ? La réponse se trouve sûrement au grand mépris que l'on accorde au domaine culturel dans notre pays, puisque tout le monde a compris que la politique mensongère et la gestion indigène sont plus payantes que toute autre chose.

Mais, nous sommes tous conscients que le développement dont nous rêvons, doit se comprendre dans nos cultures, puisque pour arriver à le saisir, il faut impérativement que nous (africains en général) nous regardions tels que nous sommes, que nous le saisissons avec nos propres armes, si non, l'Afrique en général et le Gabon en particulier, continueront à penser le développement avec la tête en France, les pieds en USA et les mains en Chine avec un rêve copié au Moyen-Orient.

Michael MANGWA MVE,
Expert-consultant
en tourisme

AFRICA BTP Engeneering

GENIE CIVIL & TRAVAUX PUBLICS TOUS CORPS D'ETAT



Résidence privée



Aménagement de chaussées



Grue



Bétonnière de chantier



CONSTRUCTION ET ENTRETIEN BATIMENT

- Maçonnerie:
- Electricité:
- Plomberie:
- Etanchéité:
- Carrelage:
- Menuiserie aluminium:
- Menuiserie bois:
- Peinture:
- Toiture et Couverture:
- Climatisation:
- Voiries:
- Réseaux divers.

CONSTRUCTION INDUSTRIELLE

- Construction métallique:
- Hangars:
- Usines:
- Complexes industriels.

CONSTRUCTION D'OUVRAGES D'ART

- Ponts et Chaussées:
- Monuments...

CONSTRUCTION D'AERODROMES.

CONSTRUCTION, AMENAGEMENT, RENOVATION ET ENTRETIEN DES ROUTES

Rond point pavés de MINDOUBE 2

Tél.: 0341 9975 / 0441 8349 / 0454 3473 Libreville

Email: africabtpengeneering@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org

Le développement de l'Afrique avec AFRICA BTP Engeneering.

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

Libreville, commune urbaine ou simple municipalité ?

POLITIQUE SOCIALE

Libreville, capitale politique et administrative du Gabon, est également le chef-lieu de la province de l'Estuaire. C'est la première ville du pays en nombre d'habitants ; sa population est estimée à 797 003 habitants en 2012, en attendant les résultats du dernier recensement de la population. La capitale gabonaise regroupe environ la moitié des habitants du pays. Sa croissance démographique est rapide mais son développement assez anarchique, les infrastructures urbaines ne suivant pas le rythme des constructions nouvelles. Libreville est une cité cosmopolite où se côtoient toutes les ethnies du Gabon, des immigrants d'Afrique centrale et de l'Ouest (Nigériens et Béninois notamment), des Européens, des Libanais, des Marocains et, de plus en plus, une population asiatique d'origine chinoise. Les habitants les plus défavorisés habitent dans des bidonvilles connus sous le nom de matiti ou encore Mapanes (akébé et kingué, par exemple). Mais, en réalité, Libreville qui est également un important centre du commerce donne l'impression d'une ville abandonnée.

Les fondements de Libreville

Rappelons que Libreville est fondée en 1849 par des esclaves libérés du navire négrier brésilien nommé l'Elizia, arraisonné au large des côtes gabonaises alors que la traite négrière, formellement interdite depuis 1848, se poursuivait dans le Golfe de Guinée.

Demeurée une simple bourgade jusqu'à la proclamation de l'indépendance, Libreville connaît ensuite un essor important, en particulier avec les grands travaux de la fin des années 1970 lorsque le gouvernement lance une série de grands travaux : construction et mise en service du chemin de fer Transgabonais (1978), le stade Omnisports Président Bongo est édifié pour accueillir les Premiers jeux de l'Afrique centrale qui eurent lieu du 30 juin au 10 juillet 1976, ces jeux réunirent près de 2 000 athlètes de dix pays dans les huit disciplines sportives suivantes : athlétisme, basket-ball, boxe, cyclisme, football, handball, judo et volleyball. Et la construction des premiers bâtiments de l'université à Libreville (1970). En 1977, Libreville abrite le 34e sommet de l'Organisation de l'unité africaine (OUA).

Libreville ne peut être comparée à certaines autres villes africaines comme Abidjan ou Dakar, car Libreville manque un peu de tout : pas assez d'infrastructures modernes, pas même de routes fiables pour circuler (on passe à travers les salons et cours des voisins pour accéder à sa parcelle). Bref, Libreville a encore du chemin, beaucoup de chemin à faire pour un jour être comparé à certaines villes africaines. Libreville est une petite ville malpropre, qui compte 1000 fois plus de rats que d'habitants (de

gros rats d'ailleurs semblables à propre, belle et accueillante", elle



Rose Francine OSSOUKA RAPONDA, Maire actuel de Libreville

des lapins ; une particularité locale) qui en dehors de deux rues au centre-ville, n'est même pas tracée. Pour accéder à sa concession dans les quartiers de Libreville, il faut passer par le salon ou la cour du voisin. Les incendies répétés et récurrents par exemple du marché Mont-Bouet sont à mettre à l'actif du désordre urbain de la ville de Libreville.

La population vit pour près de 98% dans les «matiti» (herbes), avec des cabanes en planche ou en tôles.

Semblerait-il une ville pas propre qui selon l'OMS compte parmi les villes les moins hygiéniques d'Afrique avec des immeubles d'un design douteux, un coin sinistre où l'on s'ennuie, car il n'y a rien à voir, rien à découvrir, dont on peut faire le tour en quelques minutes (cf interview d'Emile Doumba, Jeune Afrique spécial janv. 1996 sur les Banques Africaines).

Une ville certainement sans plan d'aménagement où des petites pluies provoquent des dégâts immenses dans les quartiers construits dans des ravins ou en contre bas. C'est le cas d'Akanda qui est pourtant la nouvelle commune phare de la périphérie de Libreville; Bref, Libreville donne l'aspect d'une ville sans intérêts. Toutefois, on note des méga-projets touristiques en bord de mer comme La Marina à l'image de la Corniche de Dakar ou celle de Casablanca. Pour l'heure, nous ne sommes qu'à l'état de projet, et il faudrait la réalisation d'un projet comme celui de la Marina pour commencer à voir en Libreville, une ville moderne.

Les raisons de l'inorganisation

Les raisons de l'inorganisation de la capitale gabonaise sont à trouver dans le fait que, selon Jean Pamphil Koumba du département de géographie à l'UOB, la capitale gabonaise fait partie du club des métropoles dont la taille double toutes les décennies. Confrontée à une crise urbaine multiforme que dissimule mal son slogan de "ville

doit relever ce défi de l'urbanisation galopante qui est pourtant loin de la définition du terme.

Libreville, commune urbaine

En effet, selon Wikipédia, l'urbanisation est un mouvement historique de transformation des formes de la société que l'on peut définir comme l'augmentation du nombre de ceux qui habitent en ville par rapport à l'ensemble de la population (exode rural). L'urbanisation est faite de préférence autour de villes existantes, généralement dans des territoires jugés attractifs ou pour des raisons culturelles et historiques (capitales) ou religieuses (La Mecque, Lourdes...), ou sur des zones commercialement, industriellement ou militairement stratégiques (ex : bases militaires). Certaines villes champignons sont nées autour de ports et d'industries positionnées autour de ressources minérales, énergétiques ou humaines (main-d'œuvre bien formée, et/ou bon marché). L'urbanisation présente un caractère exponentiel (nettement avéré depuis les années 1800) qui semble être vécu comme une fatalité par la plupart des gouvernements et aménageurs.

Une ville se développe selon des modes d'urbanisation spécifiques. Les villes peuvent se développer grâce à la ERP de façon horizontale ou verticale, voire les deux à la fois. Le développement horizontal est tantôt concentrique, dendritique, ou linéaire (fréquent dans les vallées, ou sur le bord d'axes importants), ceci en fonction du contexte biogéographique, politique ou historique (incluant l'évolution des conditions historiques de propriété). L'urbanisme s'appuie généralement sur l'existant, sur le réseau de transport et sur un ou plusieurs centres ou pôles (développement multipolaire).

Libreville concentre l'essentiel des ressources

Pour ce qui est de la capitale gabonaise, concentrant l'essentiel des revenus pétroliers, du fait de la

centralisation de l'État, Libreville est en effet soumise à une croissance démographique exponentielle, dopée par les différents booms économiques qu'a connus le pays. Sa population, estimée à 31 000 habitants en 1960, est passée de près de 420 000 habitants en 1993 à 700 000 en 2010, soit 53 % de la population nationale (alors qu'elle n'en abritait que 10 % en 1960 et 40 % en 1993). En trente ans, son poids démographique a quintuplé par rapport à celui de Port-Gentil, la capitale économique.

Cette explosion, alimentée par une forte immigration et une dévitalisation de l'arrière-pays, a eu un effet de levier sur le développement spatial de la ville, qui monopolise les activités économiques (elle contribue à hauteur de 64 % au PIB du pays hors pétrole) et l'emploi salarié (51 % des travailleurs).

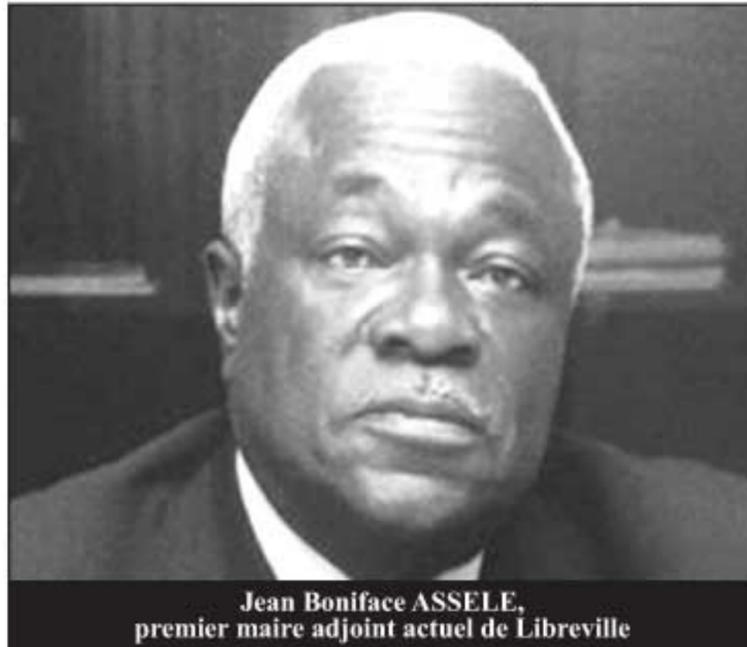
Cette hypermétropolisation de la capitale a donné lieu à une urbanisation incontrôlée en direction des zones périphériques, comme Owendo (situé au sud de la ville), Angondjé (Nord) et Melen-Bikélé (Est). Ainsi, les quartiers précaires et sous-intégrés (majoritairement des bidonvilles) occupent les trois quarts de l'espace urbain à Libreville, qui s'étend sur 22 000 ha. Mal connectés aux différents réseaux techniques urbains, ils sont régulièrement en proie aux inondations, aux éboulements et aux glissements de terrain parce qu'édifiés

sur des pentes fortes, qui alimente la spéculation sur les tarifs pratiqués par les chauffeurs de taxi collectif. S'y ajoutent le manque d'accès de certains quartiers à l'eau potable ainsi que les nombreux délestages qui témoignent d'une crise énergétique. Enfin, Libreville éprouve d'énormes difficultés à assurer la gestion des ordures ménagères, qui jonchent ses rues.

L'expansion spatiale, nourrie par une croissance économique et une immigration fortes, s'est soldée par une urbanisation anarchique, que les différents plans (Pottier en 1962, Ollivro-Prass en 1965) n'ont pas su juguler. Quant au schéma directeur actuel, il accentue la problématique de l'étalement et de la périurbanisation en prônant la création d'une conurbation entre Libreville et Ntoum, ville située à environ 40 km à l'est de la capitale.

Des pistes de solutions

La complexité de cette thématique nécessite d'agir sur quatre leviers. D'abord, il faudrait renforcer le niveau d'équipement et d'activités économiques des grandes villes de l'arrière-pays afin qu'elles jouent pleinement leur rôle de métropoles d'équilibre en absorbant le surplus démographique. Il faudrait aussi agir sur les banlieues de la capitale, pour les faire passer de leur situation actuelle de cités-dortoirs au statut de villes nouvelles à part entière. Le troisième levier serait une politique courageuse de ré-



Jean Boniface ASSELE, premier maire adjoint actuel de Libreville

en fond de vallée ou à flanc de colline par des populations démunies.

Des déficits récurrents

Le déficit en logements, estimé en 2000 à 8 000 unités (contre 160 000 pour l'ensemble du pays), alimente une forte spéculation immobilière et foncière que le rythme actuel de construction ne permet pas de résorber à moyen terme. D'autant que les politiques d'accès à l'habitat social sont demeurées inefficaces.

La capitale souffre également d'une crise du transport et de la cir-

novation urbaine de Libreville, qui aurait pour objectif une meilleure structuration fonctionnelle de la ville par l'ouverture de grandes diagonales routières, l'éradication des quartiers pauvres, etc. Enfin, il s'agirait de rompre avec le modèle de la maison de plain-pied pour passer au modèle vertical en construisant des immeubles, moins consommateurs d'espace.

Tous ces manquements suscitent dès lors quelques questionnements : - Libreville est-elle une commune urbaine ?

(suite en page 9)

L'IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management en abrégé L.H.E.M. est un établissement privé d'enseignement supérieur de gestion des entreprises et des administrations, sous régime LMD, reconnu par l'Etat.

L'Ecole supérieure de ré

L'IHEM - Institut des Hautes Etudes de Management en abrégé L.H.E.M. est un établissement privé d'enseignement supérieur de gestion des entreprises et des administrations, sous régime LMD, reconnu par l'Etat.

Fondée en septembre 2005 par M. Constant OYONO EBANG OBAME, cette Ecole offre aux étudiants, un enseignement pluridisciplinaire entièrement consacré aux études économiques et commerciales et constituant, une véritable synthèse de connaissances dans le domaine du Management des entreprises et des administrations à partir d'une unité de conception et de méthode induisant une forte complémentarité du corps professoral et une large possibilité d'options offertes aux étudiants.

L'IHEM entend donner aux étudiants venant de tous les horizons, une formation reposant sur un parcours prestigieux et conduisant à des postes à hautes responsabilités dans les administrations nationales, les organisations internationales, les entreprises industrielles, commerciales ou de service, les banques et les sociétés d'assurance ou de conseil, les cabinets juridiques ou la création de leurs propres entreprises.

Et c'est pourquoi, l'Ecole a initié une politique de coopération avec un certain nombre d'universités et d'Ecoles en Afrique (Université de Douala - Cameroun), en Europe (Neoma Business School - France) et en Amérique du nord (ESG-UQUAM - Canada). L'IHEM qui croit que la formation technique et professionnelle doit s'accompagner à part égale de la culture générale, entend former des professionnels capables de maîtriser les nouveaux courants économiques et commerciaux et ayant une bonne ouverture intellectuelle, nécessaire à tout décideur.

A cet effet, des formations de premier, second et troisième cycles sont proposées conduisant à une diplomation homologuée par l'Etat, à finalité technique et professionnelle, à savoir :

- Le Bachelor ou Licence professionnelle en trois (3) années après le Baccalauréat (Cycle normal : 180 crédits) ou en 1 année après le DUT (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- Le Masterou DESS 2 en deux (2) années après la Licence (Cycle normal : 120 crédits) ou en une (1) année après la Maîtrise d'université (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- L'Exécutive MBA (Master of Business Administration) en deux années après le Master 2, le DESS ou le DEA (Cycle normal : 120 crédits) ou en une année (Cycle spécial : 60 crédits) ;
- Le Doctorat en une (1) année après l'Exécutive MBA

Le modèle de formation que développe l'IHEM, un modèle internationalement reconnu pour le Management de haut niveau, est basé grosso modo sur deux grands principes :

- Une sélection rigoureuse des candidats ;
- Une volonté d'excellence académique en prise directe avec la réalité de la vie professionnelle.

PROGRAMME DE BACHELOR SPECIALISE OU LICENCE PROFESSIONNELLE

Le programme de Bachelor ou Licence professionnelle qui s'étend sur une année est d'abord recommandé aux professionnels, fonctionnaires et aux détenteurs d'un diplôme supérieur (DUT ou l'équivalent, LP 2 soit BAC + 2) en activité de préférence et ayant des connaissances en marketing, commerce, finance, gestion, comptabilité, communication, administration et informatique.

Ensuite, les élèves détenteurs du baccalauréat, toutes séries confondues, peuvent y être inscrits pour une formation d'une durée de trois (3) années avec la possibilité de passer le DUT en LP 2.

Le programme de Bachelor a pour thème général, les rapports entre l'entreprise ou l'administration et le management. De là, découlent ses deux caractéristiques :

- C'est un programme d'initiation : il a pour objet d'introduire au langage, au raisonnement et aux grandes divisions managériales, de rendre familier le monde du management ;
- C'est un programme de synthèse: partant de l'idée que les différentes disciplines managériales applicables à l'entreprise et d'abord le marketing, ne se comprennent bien qu'à partir de solides connaissances en gestion, il lie en permanence, l'étude de cette discipline aux autres disciplines: commerce, communication, administration, finance et comptabilité.

En tout, il comporte, tous les éléments d'une bonne formation en Gestion des entreprises et des administrations dont les options proposées sont:

- 1 - Information et Communication. Options : Communication d'Entreprise* / Marketing communication**.
- 2 - Gestion commerciale. Options : Techniques de commercialisation* / Commerce international* / Douane transit* / Gestion logistique et transport ** Management des unités commerciales* / Marketing et commerce international**.
- 3 - Gestion financière et comptable. Options : Comptabilité gestion* / Banque finance* / Finance comptabilité** / Banque assurance* / Assurance* / Audit et contrôle de gestion financière***.
- 4 - Gestion administrative. Options : Administration générale* / Administration diplomatique et consulaire** / Administration des affaires maritimes** / Administration scolaire et universitaire** / Administration du travail**
- 5 - Gestion de la sécurité sociale**
- 6 - Gestion des ressources humaines**. Options : Gestion du personnel* / Administration du personnel** / Audit et contrôle de gestion sociale***.
- 7 - Gestion touristique. Options : Gestion touristique et hôtelière* / Gestion touristique et environnementale** / Tourisme international**
- 8 - Droit des affaires et carrières juridiques **. Options : Assistant juridique** / Conseil juri-

- dique**
- 9 - Gestion et administration des institutions hospitalières
 - 10 - Gestion et administration des collectivités locales
- * DUT
** Licence professionnelle
*** Master

LE MASTER'S IN MANAGEMENT, L'EXECUTIVE MBA ET LE DOCTORAT

Le programme de Master's de l'IHEM qui s'étend sur dix huit (18) mois est d'abord recommandé aux personnes titulaires d'un diplôme de Bachelor ou Licence professionnelle ayant de bonnes connaissances en matière de gestion. Il peut s'étendre également sur neuf (9) mois dont trois en stage pour les élèves titulaires d'un diplôme de Maîtrise d'université.

L'Exécutive MBA - Master of Business Administration s'étend sur 18 mois de formation dont 9 mois de recherche et reçoit des étudiants titulaires d'un Master 2 professionnel de recherche. Le Doctorat quant à lui s'étend sur une année après l'Exécutive MBA

Il s'agit de former des cadres spécialistes du Management, capables de mener à bien des missions de diagnostic, de planification et de conception des systèmes de gestion, d'organisation des entreprises et de maîtrise des processus décisionnels.

Cette formation en même temps généraliste et spécialisée au Management de haut niveau repose sur cinq principes:

- Stimuler les capacités intellectuelles;
- Favoriser le développement personnel;
- Produire des décideurs opérationnels capables d'assurer un haut niveau de responsabilité;
- Renforcer l'adaptabilité et la mobilité des dirigeants de demain;
- Développer et acquérir une vision internationale.

Cette formation met donc l'accent sur la gestion conçue comme un processus intégré et exige de la part des étudiants, une perception globale de l'environnement économique, technique, culturel et éthique de l'entreprise.

ORIENTATION ET PLACEMENT

Le service information et orientation de l'IHEM sur les filières de formation et les carrières offre des prestations visant à assurer des relations optimales entre les diplômés et les entreprises :

FRAIS DE SCOLARITE

CYCLES	D.U.T.	BACHELOR / LICENCE PROFESSIONNELLE	MASTER'S 1 & 2	MBA	DOCTORAT
Frais de scolarité	Jour ou soir cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial / Cycle normal	Cycle spécial	Cycle spécial
Inscription	90.000	90.000	90.000	90.000	90.000
1 ^{er} option	540000	720 000	900 000	1200 000	1800 000
2 ^{ème} option	270000 x2	360 000 x 2	450 000 x 2	600 000 x 2	900 000 x 2
3 ^{ème} option	180000 x3	240 000 x 3	300 000 x 3	400 000 x 3	600 000 x 3
4 ^{ème} option	90000 x6	120 000 x 6	150000 x 6	200 000 x 6	300 000 x 6
5 ^{ème} option	70000 x8	90000 x 8	115000 x 8	-	-

PIECES A FOURNIR POUR L'INSCRIPTION

1. Lettre de motivation du candidat adressée à l'Administrateur Directeur Général l'IHEM ;
2. Copie légalisée de l'acte de naissance ;
3. Copie légalisée de diplôme du Bac, du DAEU, du D.U.T. / B.T.S. / D.T.S, de la Licence, la Maîtrise, du DEA, du Master 2, du MBA ou l'équivalent ;
4. Attestation d'expérience professionnelle pour les travailleurs ;
5. 4 Photos d'identité ;
6. Frais d'inscription + 1er versement selon l'option choisie ;
7. Frais de mutuelle junior entreprise : 20 000 F CFA (payable à l'inscription) ;
8. Uniforme scolaire (2 tenues + polo) : 100 000 FCFA ;
9. Frais d'examen de fin d'année : D U T : 60 000 FCFA ; Licence professionnelle : 80 000 FCFA ; Master 2 : 100 000 FCFA ; Exécutive MBA : 200 000 FCFA ;
10. Frais de soutenance D U T : 50 000 FCFA / L P : 70 000 FCFA / Master : 100 000 FCFA / MBA : 200 000 FCFA / Doctorat : 300 000 FCFA.

PROFIL DES ENSEIGNANTS :

1. Agrégation
2. Doctorat 3^e cycle
3. DESS / DEA / Master (+ expérience professionnelle)

ENCADREMENT SCIENTIFIQUE : Cinq professeurs agrégés des sciences économiques et des sciences de gestion en plus de 15 maîtres assistants des universités.

En dehors de l'Administration, du Conseil scientifique et pédagogique, du Conseil de discipline, l'IHEM a mis en place une Commission d'homologation et de validation, un service information et orientation chargé des relations avec les opérateurs économiques, une association d'étudiants et d'anciens étudiants et une junior entreprise dénommée " Junior Entreprise Excellence "

L'IHEM
et ca
Il
après

Etudes de Management, Référence au Gabon



2014 - 2015
Les inscriptions se poursuivent

Institut des Hautes Etudes de Management



PREPARATION AUX DIPLOMES D'ETAT DE:

DIPLOME UNIVERSITAIRE DE TECHNOLOGIE - DUT

BACHELOR / LICENCE PROFESSIONNELLE

MASTER / DESS

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION - EXECUTIVE MBA

DOCTORAT

- **Pôle des sciences de gestion**
 - Gestion commerciale, Communication marketing, Transit douane et Logistique transport
 - Gestion touristique, hôtelière et environnementale
 - Droit des affaires et Carrières juridiques
 - Gestion financière, Banque assurance et Comptabilité
 - Gestion administrative, Ressources humaines, Collectivités locales et Institutions hospitalières
- **Pôles des sciences de la santé, et des sciences de l'industrie, ouverts dès l'année académique 2014 - 2015**

L'IHEM, pour une bonne formation de proximité et l'excellence au service des générations !

Etablissement privé d'Enseignement supérieur de Gestion des entreprises et des administrations agréé par l'Etat
 Contrat de partenariat N°00420/MENESTFPCJS avec le gouvernement gabonais
 Campus A sis à STFO / Campus B sis aux feux tricolores de la Peyrie / Campus C sis derrière les eaux et forêts entrée face Promo Gabon
 B.P. 26 764 Tél : 06 06 88 34 / 07 96 32 92 / 05 09 06 77
 Libreville - Gabon
 Site web : www.ihem-gb.org

Ils ont dit...

"Je tiens à remercier monsieur constant Oyono pour m'avoir permis de bénéficier d'une formation de qualité au sein de l'IHEM..."



Kabayi Adrien, Licence de Communication Marketing, diplômé de l'IHEM, actuellement instructeur de communication sociale au ministère de la santé.

"Tous mes encouragements à l'IHEM qui m'a permis de recevoir une formation solide à travers des enseignants et des enseignements de qualité. Je suis entièrement satisfait de ma formation et je convie tous ceux qui désire avoir une formation supérieure de qualité à s'y inscrire."



Biesnade Bibouthou, Titulaire du Master de GRH et Responsable des relations publiques au Fonds routier

"Après une très bonne formation ponctuée par l'obtention d'une licence en Communication-Marketing à l'IHEM, je suis désormais employée chez Airtel Gabon."



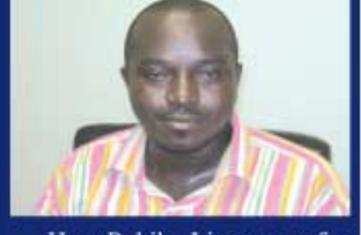
Vanessa Dos Reis Kowe, Agent commercial à Airtel Gabon

"Grace aux enseignements que j'ai reçu à l'IHEM, aujourd'hui je suis fonctionnaire municipal et je gagne dignement ma vie."



Jaurès Molière Nzing, Licence de Communication Marketing, Fonctionnaire municipal

"J'ai reçu une excellente formation à l'IHEM qui me permet aujourd'hui d'assumer avec brio mes fonctions."



Hary Rakilo, Licence professionnelle, Conseiller au Conseil économique et social.
La rédaction

forme pour l'insertion directe des techniciens cadres supérieurs sur le marché de l'emploi. n'en demeure pas moins que les étudiants du Master, puissent poursuivre leurs études en MBA et Doctorat à l'institut

● Résultats satisfaisants aux examens de DUT, Licence professionnelle et Masters. Parce que le futur se formule au présent, des professeurs d'universités et de grandes écoles vous y attendent.

POTENTIEL ANNONCES

IMMOBILIER

VENTE

Loue beau local commercial à louer et à vendre son fond de commerce : a côté de Nkembo en bordure de route. Prix 1.900.000f. Tel : 07062375/04669583

Loue appartement (étage) 2 chambres, salon, cuisine, douche, wc interne. Terrasse, état neuf (1ere mains). Prix 170.000f avec charge. tel : 07062375/04669583

Loue appartement clôturée, 2 chambres, salon cuisine douche et WC interne, terrasse. Prix : 180.000f tel : 07062375/04669583

Loue Appartement haut standing, 2 chambres, grand salon, douche, WC interne. 1ere main dans clôture. Prix 275.000f sans charges. Tel : 06347284/03187739

Loue villa en dur, 4 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne à Agondjé. 400000fcfa sans charges à cherko. Tel 06347284

Loue villa en dur à Damas 4 chambres, grand salon, grande cuisine, terrasse dans clôture. 500000fcfa sans charges, tel 06347284

Loue Studio en dur haut standing, grand salon, grande chambre, douche et WC interne terrasse. Prix : 190.000f avec charge. Mois, caution et frais. Tel : 06347284/03187739

Loue appartement au beau séjour, 2 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC et terrasse. NB, envoi de finition. Prix : 250.000f. Tel 06286006

Vend appartement grand standing, compteur d'eau et électricité, grille de sécurité. Comprenant, un grand séjour, trois chambres équipées de placards, deux salle d'eau (WC), une salle de bain avec douche et WC, deux terrasses couvertes, au fin goudron. Agence prix : 300.000f, loyer, caution et frais Tel : 05137878

Vend Maison a Akebé Plaine en dur, 3 chambres, salon, cuisine, douche et WC. Prix : 9.000.000f. Tel 06439103

Vend Maison en dur derrière la pédiatrie d'owendo, 3 chambres, salon, cuisine, douche et WC. Prix : 800000f. Tel : 06439103

Vend Maison en dur à l'ENS, 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC. 3000000fcfa. Tél: 06347284

Vend Villa clôturée sur 800m², 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC, à Sibang 3. Prix 350.000.000f à débattre. Tel : 06439103

Vend Maison en dur, 2 chambres, salon, cuisine, douche et WC interne, en bordure de la route secondaire à Sibang 3. 16000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend villa en dur, en bordure de la route à Owendo, 90000000fcfa. Tel 06347284

Vend une maison en dur à Bel air Charbonnage, 2 chambres, salon, cuisine, 15000000fcfa à débattre. Tel 06347284

Vend Maison en dur 3 chambres, salon, cuisine, douche, et WC à Nzenz Ayong. Prix : 30.000.000f. Tel : 06347284/ 03187739

Vend Un bâtiment en étage inachevée avec une superficie de 1700m² prix : 60.000.000f à débattre. Tel : 06347284/03187739

Vend Maison en dur, 3 chambres, salon cuisine douche et WC interne, grande terrasse. Prix : 15.000000fà débattre. Tel : 07062375/04669583

Vend villa clôturée sur 15000m², 3 chambres, salon, cuisine, 2 douches, 2 WC habitable de suite. Prix : 45.000.000f. Tel : 06439103

Vend Un immeuble avec 6 appartements à l'intérieur chez les sœurs avec titre foncier. Prix 380.000.000f avec 4 studios dans clôture plus un local à côté. Tel : 06347284/03187739

TERRAIN

VENTE

Vend Terrain de 400m² à Nzenz Ayong. Prix 1.250.000f tel 07062375/04669583

Vend Terrain à Nzenz-ayong de 2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à débattre. Tel 06439103.

Vend Terrain de 400m² à Montalier Nzenz Ayong. 10000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend Terrain au PK 10comprenant une maison en planche, une maison en dur. Prix 8.000.000f à débattre. Tel : 03187739/06347284

Vend Terrain de 1500m² à Ntound, 2000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend Terrain en bordure de la route à Owendo.. Tél: 06347284

Vend Terrain 1200m2 avec soubassement d'une maison de 4chambres après la cité amissa d'angondjé avec titre foncier 11000000f. Tél: 07852262.

Vend Terrain 1500, à la 2ème cité oprag d'owendo port avec titre foncier à 28.000000f. Tél: 06347284

Vend Terrain de 100m² à bel air au Charbonnage, 7000000fcfa. Tél: 06347284

Vend Terrain à Nzenz-ayong de 2300m² et clôturé. Prix : 45.000.000f à débattre. Tel 06439103.

AUTOMOBILE

VENTE

Vend 2 bus de 15 places de marque kia. Tél: 06253979.

Vend Touareg en bon état, 10000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

Vend Toyota Prado en bon état, 6000000fcfa à débattre. Tél: 06347284

GRILLE TARIFAIRE DE POTENTIEL

	DESIGNATION	TARIF
PETITES ANNONCES (PAP)	Rubrique Potentiel Fouineur Rubrique Potentiel Immobilier + Photo toutes rubriques PAP	Les petites annonces sont gratuites
PETITES ANNONCES (PAC)	Module Potentiel avis tous les signes Module Potentiel à la une tous les 25 signes + Photo Potentiel avis + Photo Potentiel à la une	1 000 F 3 200 F 5 200 F 10 500 F
FRAIS TECHNIQUES DE CREATION DE MAQUETTE	Formats Oreille, Bandeau, 1/8, 1/6, 1/5, 1/4 et 1/3 de page Format 1/2 page de Couverture Format 2è de Couverture la page Format, Double page centrale	30 200 F 70 300 F 140 500 F 250 300 F
EMPLACEMENTS DE COUVERTURE	Oreille de couverture Première de couverture Bandeau 2ème de couverture	99 000 F 520 000 F 253 000 F 983 000 F
EMPLACEMENTS INTERIEURS	1/8 page 1/6 page 1/5 page 1/4 page 1/3 page 1/2 page 1 page Double page centrale	82 600 F 90 000 F 120 000 F 160 900 F 210 000 F 295 000 F 615 000 F 983 300 F

Numéros utiles & urgences

SERVICES PUBLICS

○ Renseignements téléphoniques nationaux	12
○ Renseignements téléphoniques internationaux	16
○ Préfecture de police	01 72 00 43 / 17 20
○ Dérangements téléphoniques	19
○ Police secours	177
○ SAMU et ambulances	13 00
○ Infos sida	13 13
○ Sapeurs pompiers	01 74 09 55 / 18
○ CHU	01 74 40 80
○ Gendarmerie nationale	01 73 11 58
○ Permanence gendarmerie	01 73 20 36
○ Police judiciaire	01 72 09 51
○ Brigade anticriminelle	01 72 00 43
○ SEEG dépannages	01 76 73 73
○ Cabinet Préfet de police	01 72 09 00

HOPITAUX ET CLINIQUES

○ Centre hospitalier de Libreville	01 74 40 80
○ Hôpital de Nkembo	01 76 21 30
○ Fondation Jeanne EBORI	01 73 27 71
○ Hôpital d'Instructions des armées	01 79 00 00
○ Cabinet de Groupe	01 74 32 32
○ Cabinet médical NOMBIE	07 82 06 06
○ Clinique BIYOGHE	01 74 29 62
○ Clinique des Cinq Palmiers	01 74 31 40
○ Polyclinique CHAMBRIER	01 76 14 68
○ Clinique Sainte Alice	01 77 54 03
○ Clinique de la Paix	01 72 14 69
○ Polyclinique EL RAPHA	07 98 66 60
○ Union médicale	01 73 70 85
○ S.O.S Médecin	01 74 08 80
○ Hôpital Albert SCHWEITZER	07 24 00 24

COMPAGNIES AERIENNES

○ Aéroport de Libreville (ADL)	01 73 62 44
○ Air France	01 79 64 64
○ LUFTHANSA	01 74 08 40
○ ROYAL AIR MAROC	01 73 10 25
○ CAMAIR-CO	05 73 76 20
○ Sénégal AIRLINES	01 72 14 45
○ SOUTH AFRICAN AIRWAYS	01 72 41 91
○ Air Nigéria	01 17 60 37
○ AFRICA AIRWAYS BENIN	01 72 29 71
○ SKY GABON S.A.	01 44 32 68
○ ETHIOPIAN AIRLINES	05 93 16 60

COMPAGNIE FERROVIAIRE

○ SETRAG	01 70 80 60
----------	-------------

PHARMACIES DE GARDE

○ Pharmacie de garde du PK6	06 75 61 12
○ Pharmacie du beau séjour	01 76 55 93
○ Pharmacie du commissariat central	01 74 64 22
○ Pharmacie de nzenz-ayong	05 19 02 79
○ Pharmacie de la Poste	01 72 83 30
○ Pharmacie les Forestiers	01 72 23 52
○ Pharmacie Sainte Marie	01 74 00 52
○ Pharmacie d'Oloumi	01 72 15 86

TRANSPORTS TERRESTRES

○ SOGATRA	01 76 20 09
○ Transport TANKES	01 74 48 99
○ Bitam Express	07 53 66 42
○ MAJOR Transport	07 43 54 09
○ La MOLVILLOISE Transport Plus	07 40 43 54

LES DEFIS DE L'EMERGENCE

POLITIQUE SOCIALE

Libreville, commune urbaine ou simple municipalité ?

(suite de la page 5)

Libreville est-elle urbanisée au sens géographique du terme concernant l'aménagement du territoire ?

Rappelons qu'une commune urbaine est une commune appartenant à une unité urbaine. Les autres communes sont dites rurales. A partir de la commune urbaine se forme une communauté urbaine. La communauté urbaine est un établissement public de coopération intercommunale. La communauté urbaine est un établissement public de coopération intercommunale (EPCI c'est-à-dire Etablissement public de coopération intercommunale) regroupant plusieurs communes d'un seul tenant et sans enclave qui forment, à la date de sa création, un ensemble de plus de 250 000 habitants.

En France, les premières communautés urbaines (Bordeaux, Lille, Lyon et Strasbourg) ont été créées par la loi du 31 décembre 1966. Se sont ensuite ajoutées : Brest, Cherbourg, Dunkerque, Le Creusot-Montceau-les-Mines, Le Mans, Alençon, Arras, Nancy, Nantes, Nice, Marseille, Toulouse. Après Nice, qui est devenue au 1er janvier 2012 la première métropole au sens de la loi de 2010, plusieurs de ces communautés sont en voie de changement de statut.

Jusqu'à la création des métropoles, les communautés urbaines constituaient les EPCI à fiscalité propre les plus intégrés. Elles sont créées sans limitation de durée ni possibilité de retrait pour leurs communes membres.

La communauté urbaine exerce les compétences qui lui sont transférées aux lieux et places des communes membres. Certaines des compétences sont obligatoires : aménagement et développement économique, social et culturel de l'espace communautaire ; équilibre social de l'habitat ; politique de la ville ; protection et mise en valeur de l'environnement ; politique du cadre de vie ; gestion des services d'intérêt collectif.

Le bien fondé des structures de contrôle et de régulation

D'autres compétences sont transférées sur décision des conseils municipaux. C'est à ce niveau qu'ayant constaté la défaillance de l'administration centrale (le Gouvernement et ses différents démembrés) ou de l'administration décentralisée (le Conseil municipal) dans l'urbanisation de Libreville, nous sommes tentés de donner raison au Président Ali Bongo, d'avoir créé des organes de régulation comme les agences. En effet, même si une agence publique est un démembrement de l'Etat (une entité publique autonome) chargé de la réalisation d'une mission d'intérêt général, le terme agence publique peut désigner une multitude de statuts publics, privés ou mixtes.



L'Hôtel de ville de Libreville, lieu très sollicité par de nombreux riverains

Bien que les missions des agences puissent être les mêmes que celles des administrations, leurs statuts et leurs missions sont différentes. Ainsi une agence publique bénéficie d'une autonomie de gestion vis-à-vis de sa tutelle et d'une spécialisation de ses missions. En général, les agences publiques emploient du personnel de droit commun. D'un point de vue de l'organisation, l'administration classique mise sur l'intégration (mutualisation des moyens) lorsque l'agence publique mise sur la spécialisation.

L'agence se définit par deux critères cumulatifs : l'autonomie (le pouvoir exécutif n'intervient pas dans sa gestion courante mais définit les orientations politiques qu'elle doit mettre en œuvre) et l'exer-

cice d'une responsabilité structurante dans la mise en œuvre d'une politique publique. En vertu de cette définition, une agence peut relever de différents statuts (essentiellement établissements publics nationaux, services à compétences nationales, groupements d'intérêt public et opérateurs de l'Etat).

La création d'une agence peut présenter plusieurs avantages : faciliter le recrutement de compétences inhabituelles dans les services de l'Etat, ainsi que la conclusion de partenariats avec les collectivités territoriales ou communales comme la commune de Libreville.

Le fonctionnement par agence permet aux administrations de s'affranchir d'un certain nombre de contraintes statutaires. Elles offrent par exemple la possibilité d'attribuer plus de pouvoir aux gestionnaires, d'échapper à des contraintes de gestion du personnel ou de jouer le rôle de fournisseur de service partagé entre plusieurs administrations. Peut-être que c'est à ce niveau que l'on doit penser l'aménagement urbain de la ville de Libreville, bien sûr avec la surveillance d'autres organes de contrôle comme l'Assemblée Nationale et le Sénat. L'opinion apprécie d'ailleurs à juste titre l'initiative prise par l'honorable Guy Zouba Ndama, président de l'Assemblée Nationale, de visiter les différents chantiers du Gouvernement de la République à travers toute l'étendue du territoire pour en mesurer l'effectivité de l'avancement ou de l'arrêt des travaux. Vivement que la représentation nationale fasse autant pour l'aménagement et l'urbanisation de Libreville, afin de situer les responsabilités du désordre urbain actuel de la capitale gabonaise.

Dr Jonathan NDOUTOUME NGOME, Maître Assistant des universités

Vivement la décentralisation

Des élections sénatoriales auront lieu dans quelques semaines dans notre pays. La forte participation des gabonais aux dernières élections municipales et départementales témoignent non seulement d'un véritable engouement des populations pour les questions politiques mais aussi de la place que devraient occuper désormais les collectivités locales dans le processus de développement véritable de notre pays même si, une participation moins importante n'aurait pu atténuer la valeur de cette assertion. Et bien que la détermination des domaines de compétence entre l'Etat et les Collectivités locales (représentées au plus haut niveau par les sénateurs issus de ces mêmes collectivités) soit très générale pour être opérationnelle, on

aura compris aujourd'hui mieux qu'hier, l'importance de la commune et du département comme "cellules primordiales de solidarité entre citoyens, l'instance première du dialogue entre l'administré et l'administration, le lieu privilégié où la responsabilité collective acquiert tout son sens, le cadre de discussion des problèmes concrets de développement local: enlèvement des ordures, adduction d'eau, reprofilage des routes ou désenclavement, aménagement de cimetières publics, électrification, organisation des marchés municipaux et départementaux, urbanisation..."

Ainsi, la mise en place par l'Etat de textes d'application visant à donner davantage d'autonomie aux communes et aux départements viendra faire avan-

cer la réforme sur la décentralisation des ressources car, "décentraliser, ce n'est pas seulement choisir librement ses dirigeants. C'est aussi répartir les compétences, conférer aux élus locaux des pouvoirs de décision et d'action, leur attribuer des ressources supplémentaires à la mesure de leurs ambitions. Décentraliser consiste aussi à rapprocher la décision du lieu d'application et à intégrer tous les paramètres en vue de favoriser une autonomie fonctionnelle".

En outre, les nouveaux sénateurs devront soutenir les élus locaux en votant des lois appropriées pour leur donner la capacité technique leur permettant de gérer effectivement et de manière efficace et efficiente ; sûrs de leur légitimité, les élus locaux

travailleront de manière indépendante, sans crainte d'être révoqués par l'autorité administrative. Les organes locaux doivent disposer de moyens d'organiser la vie locale, initier des projets sociaux, affirmer leur responsabilité et leur autonomie en soutenant et en contribuant à organiser l'école gabonaise, à faire des routes et à construire des logements sociaux d'autant que le pouvoir électif peut être lié à la décentralisation. Ce qui permettra d'ailleurs de faire aboutir une promesse du Chef de l'Etat Ali BONGO dans l'axe 2 de l'Avenir en confiance de "faire de la décentralisation une réalité" avant la fin de son mandat même si "les structures ne valent que ce que valent les hommes chargés de les animer"

Constant Oyono Ebang Obame

MARCHES FINANCIERS ET BOURSIERS

Devises		Matières 1 ^{ères}			Bourses			Opportunités d'affaires
1 USD	487,377 FCFA		Coût de l'échange	Date	CAC 40	4436.08	19/11/14	→ L'Union européenne déploiera 280 millions d'euros pour la recherche contre le virus Ebola → La deuxième phase d'interconnexion Gabon-Congo à la fibre optique démarre au premier 2015
1 EUR	655,896 FCFA	Or	1309.20 \$/t	19/11/14	DOW JONES	16245.87	19/11/14	
1 MAD	58.45 FCFA	Argent	19.56/USD/once	19/11/14	Baril de pétrole	Prix	Date	
1 GBP	824,298 FCFA	Café	2.04/USD/livre	19/11/14	BRENT	99.48	19/11/14	
100 CHF	55589,6 FCFA	Cacao	2895 USD/t	19/11/14				
100 ZAR	4479,82 FCFA							
1 CAD	444,001 FCFA							

Analyse de presse

DÉSORMAIS À LA BANQUE

Comme nous le rapporte le journal l'UNION dans sa parution du mercredi 12 novembre dernier, le siège de l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG) a servi de cadre à la signature d'un accord entre l'Etat gabonais et plusieurs établissements financiers du pays. Cet accord consiste à bancariser les étudiants boursiers pour permettre une meilleure gestion des bourses de ces derniers. La signature de cet accord vient à point nommé car, avec la bancarisation des étudiants, l'on va certainement vers la fin des longues files d'attente qu'on observe lors du paiement des bourses devant les guichets du trésor public à Libreville et Owendo.

LES DÉLESTAGES ENCORE ET TOUJOURS

C'est ainsi qu'a titré notre confrère de l'hebdomadaire MIS-SAMU pour dénoncer l'attitude de dame SEEG qui a renoué avec les délestages intempestifs et la production d'une eau de qualité douteuse. En effet, nombreux sont les gabonais qui constatent en ouvrant leurs robinets que la qualité de l'eau qui leur est servi est douteuse en raison notamment de la couleur de cette dernière et des dépôts qui s'y trouvent souvent. Cette situation qui n'a que trop duré doit amener les autorités compétentes à agir vite pour qu'enfin les populations puissent accéder à des services de qualité de la part de dame SEEG.

GRÈVE À OIL LIBYA

Depuis quelques semaines, un climat délétère prévaut à Oil Libya. Pour cause, une grève déclenchée

par les agents qui réclament de meilleures conditions. Malgré les réunions initiées par l'ONEP, l'horizon ne semble pas s'éclaircir et le syndicat pourrait se tourner vers les tribunaux comme nous le rappelle l'hebdomadaire l'AUBE.

INSÉCURITÉ À PORT-GENTIL

Notre confrère du journal LA LOUPE fait état dans sa parution de mardi dernier d'une forte augmentation de l'insécurité dans la capitale économique, et ce, malgré un déploiement important de policiers dans la deuxième ville du pays. Or, Port-Gentil est l'un des foyers démographiques les plus importants du pays en raison de la forte activité économique qui s'y déroule. Le gouvernement par le truchement des ministères de l'intérieur et de la défense devrait tout mettre en œuvre pour bouter ce fléau hors de la ville de POG.

LE GABON SANS AUBAMEYANG

Les panthères du Gabon ont affronté l'Angola sans leur capitaine Pierre Emerick Aubameyang. Le buteur de Dortmund a été retenu par son club. Ce refus a privé la sélection nationale de son atout offensif numéro 1. Pour finir la compétition, le coach Jorge Costa a composé avec un groupe dépourvu de ses cadres comme nous le rapporte le quotidien l'UNION.

547 MILLIONS POUR LUTTER CONTRE EBOLA

Le président de la banque UBA a annoncé le décaissement de 547 millions pour lutter contre le virus Ebola. Cette décision vient à point nommé car elle appuie les efforts

de la communauté internationale qui déploie des moyens importants depuis le début de cette maladie qui a déjà fait des milliers de morts comme nous le rapporte le quotidien l'UNION.

P.I.P : L ES GABONAIS A LA CAISSE.

Depuis plus d'une semaine, le gouvernement de la république procède au paiement de la deuxième phase de la Prime d'Incitation à la Performance (P.I.P). Si la première phase n'a concerné que trente mille agents de l'Etat, ce sont plus de cent mille agents du secteur public qui passent progressivement à la caisse pour percevoir leur P.I.P. Cette augmentation des effectifs s'explique par l'élargissement aux secteurs de l'éducation, de la santé, de la justice et des forces de défense et de sécurité. Toutefois, depuis le paiement de la deuxième phase de la P.I.P, on note encore plusieurs réclamations relatives aux oublis, aux montants incohérents selon les fonctions et les catégories des uns et des autres, sans oublier certaines catégories socio professionnelles qui jusque là n'avaient pas encore reçu leur virement. C'est le cas des enseignants chercheurs des trois universités gabonaises (UOB, USS, USTM) tandis que leurs collègues chercheurs du CENAREST avaient déjà été payés. Par contre, au regard des irrégularités constatées depuis le paiement de la P.I.P et surtout de l'extension de l'enveloppe, il y a des risques que le paiement de ladite prime ne soit pérennisé rapportent les principaux titres du pays.

Steve MOUNGUENGUI

Potentiel agenda

2005 - 2015 JUBILE DES 10 ANS D'EXISTENCE DE L'IHEM

PROGRAMME ANNIVERSAIRE :

DU LUNDI 9 AU SAMEDI 14 FÉVRIER 2015

● **REMISE DE DONS DANS LES DIFFÉRENTS ORPHELINATS DE LIBREVILLE;**

● **GRANDE KERMESE FESTIVE, JEUX, KARAOKE, TOURNOI DE FOOTBALL DU LEADERSHIP ;**

● **CONFÉRENCES D É B A T S , CONSULTATIONS ET DÉPISTAGE GRATUITS DE L'HYPERTENSION ET DU DIABÈTE ;**

● **REMISE DE DIPLOMES AUX 1400 LAURÉATS DES PROMOTIONS 2005 À 2015 ;**

● **SOIRÉE SPÉCIALE IHEM AVEC CONCERT GÉANT.**

La rédaction

CEMAC CONSULTING

CABINET D'EXPERTISE EN MANAGEMENT DE LA COMMUNICATION

CABINET CONSEIL EN GESTION DES ENTREPRISES ET DES ADMINISTRATIONS



MARKETING - ADMINISTRATION & GESTION DU PERSONNEL

COMMUNICATION - COMPTABILITE - FINANCE

REPRESENTATION

FORMALITES ADMINISTRATIVES ET COMMERCIALES

FORMATION - BUREAUTIQUE - INFORMATIQUE

EDITION - PRESTATIONS DIVERSES

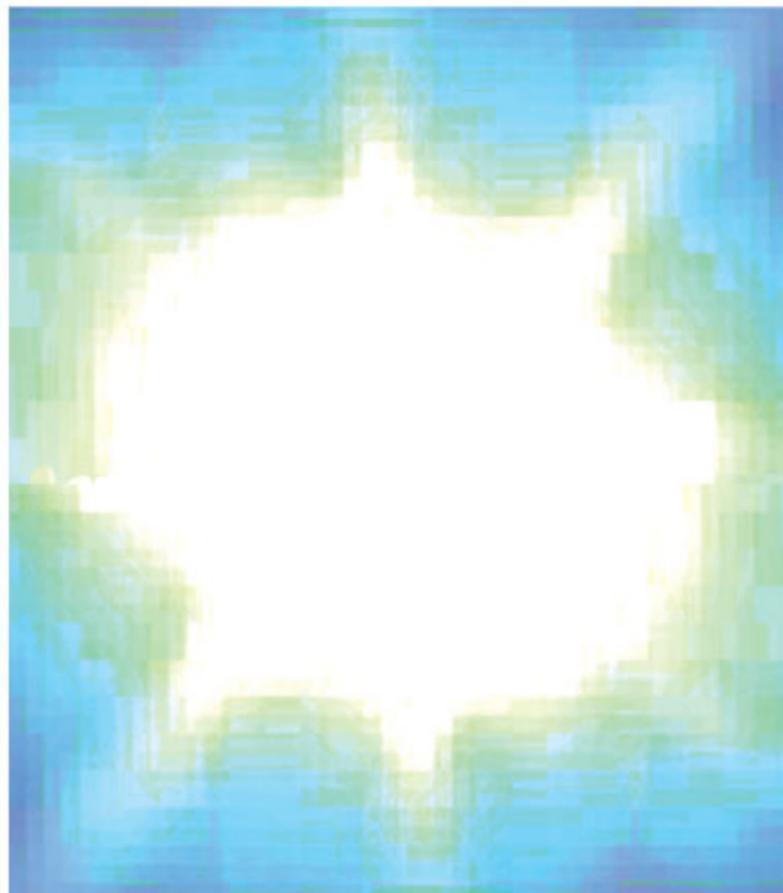
Situé derrière les eaux et forêts entrée face à Promo Gabon
B.P : 26764 Libreville - Gabon Tél. : +241 04 54 34 73
Email : cemaconsulting@yahoo.fr - Site web : www.ihem-gb.org

VIENT DE PARAÎTRE AUX EDITIONS DU CENAREST

Constant OYONO

Poésie

ODYSSEES



A méditer



Les Editions du CENAREST
Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique

ODYSSEES

Constant OYONO

"Intervention divine, intervention de la Suprême. Et Dieu nous parle, tantôt d'une façon, tantôt d'une autre." (NZAME A LERE)

Le titre du recueil « Odyssees » véhicule l'idée de mobilité, de déplacement mais aussi et surtout de conversion, c'est-à-dire une quête destinée à quitter un point initial (l'obscurité, le silence et la mort) pour une étape finale faite de lumière, de proximité parfaite et de communion intime avec Dieu dispensateur de dons et distributeur de talents.

Le poète gabonais Constant OYONO, à travers cette production de l'Esprit, désire rendre possible l'invention d'un avenir radieux dans une société africaine postcoloniale aux prises avec un passé humiliant (esclavage) et un présent aride (sous-développement). Pourquoi ? Parce que les hommes qui peuplent le Berceau de l'humanité ont oublié l'essentiel : ce que signifie être Homme. Le principal mérite du recueil est de réparer une des principales faillites des systèmes éducatifs africains trop tournés vers l'acquisition et la maîtrise de la science au détriment de la croissance de la conscience des apprenants, feignant d'oublier que « science sans conscience n'est que ruine de l'âme » !



Constant OYONO est de nationalité gabonaise. Titulaire du diplôme de Master of Business Administration (MBA) en gestion des entreprises et des administrations, il est aujourd'hui Fondateur et Administrateur Directeur Général d'un groupe de huit (8) sociétés dont l'Institut des hautes études de management - IHEM, Le Lycée privé de l'excellence - LPE, Le Complexe scolaire bilingue Bourgeois Dauphines - CSBD, le Cabinet d'expertise en management de la communication - CEMAC Consulting, le journal Potentiel et Africa BTP Engineering à Libreville.

Sa vision de l'éducation est de faire de l'homme africain, un être capable de se tenir spirituellement sur les fondements de la Vérité de l'Etre et de relever les défis de la mondialisation et de la globalisation des échanges, la culture spirituelle étant une clé pour le développement personnel et collectif.

Educateur et encadreur de jeunesse, Constant OYONO est enseignant des sciences de gestion et demeure depuis 1986, animateur de conférences, de séminaires et de forums sur des thèmes tout aussi variés que politiques, économiques, sociaux, culturels et sportifs.

Odyssees, ouvrage d'économie et de traitement spirituel, est son premier recueil de poèmes.



ISBN : 978-2-35665-052-8
EAN : 9782356650528
Prix : 12 000 F CFA



Lycée Privé de l'Excellence

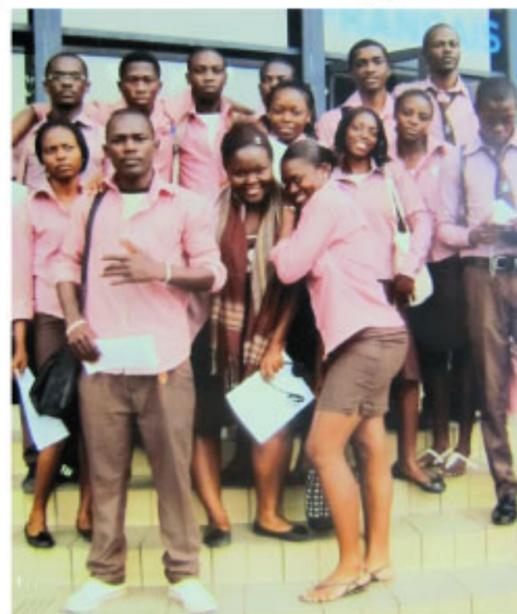
Le Lycée Privé de l'Excellence :

un cadre agréable, un suivi au quotidien, un personnel performant, une pédagogie au service du développement.



Rentrée Scolaire

2014 - 2015



Au Lycée Privé de l'Excellence, nous sommes toujours plus proches de vous.

Résultats satisfaisants aux examens officiels

Pour tous renseignements, service de la scolarité
sis aux feux tricolores de la Peyrie

B.P : 26.764 - Tél. : (+241) 05 51 36 18 Libreville - Gabon
Site web : www.ihem-gb.org

Les inscriptions se poursuivent.

Début des cours 1er octobre 2014